

L'espérance algérienne en mouvement

Adel Abderrezak

Numéro 803, juillet-août 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91245ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Abderrezak, A. (2019). L'espérance algérienne en mouvement. *Relations*, (803), 33-35.



L'ESPÉRANCE ALGÉRIENNE EN MOUVEMENT

Un mouvement populaire fraternel et pacifique ébranle depuis quelques mois l'élite au pouvoir en Algérie. Entre le scénario répressif, l'approche réformiste et la perspective plus radicale d'une assemblée constituante, l'avenir est ouvert et incertain.

Adel Abderrezak

L'auteur est professeur à l'université de Khenchela et ex-porte-parole du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) à Alger

Depuis le 22 février 2019, un mouvement populaire de contestation sans précédent secoue l'Algérie, dont la singularité paradoxale est son caractère pacifique et la radicalité de ses revendications. Le détonateur de ce mouvement aura été la décision du clan présidentiel d'aller vers un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika lors des élections de 2019, alors que celui-ci est complètement diminué et n'a pas adressé la parole à son peuple depuis un accident cardiovasculaire subi il y a cinq ans. Cette décision a donc été perçue comme une humiliation par la population, une de trop. Le mouvement s'est alors enclenché.

« Qu'ils dégagent tous ! »

Ce mouvement est d'abord une réaction morale à un acte immoral de la part d'un système de pouvoir basé sur l'autoritarisme, les luttes de clans et une opacité empêchant de voir clairement qui sont les vrais décideurs de ce pays et comment les décisions sont prises. Dotée de richesses minières et pétrolières, l'Algérie est un vaste pays comptant 42 millions d'habitants, dont 70% ont moins de 35 ans. Cette jeunesse est en bonne partie instruite, branchée sur les médias sociaux et se détachant, à sa façon, des codes socio-historiques et culturels d'une société traditionnelle usée, rétrograde, laissant peu d'espoir aux jeunes.

Si les premiers appels à la protestation lancés pour le vendredi après la prière ont suscité des doutes – le vendredi étant un jour de prière collective à la mosquée –, cette journée s'est en quelque sorte « laïcisée » et est devenue le moment où toute la population manifeste pacifiquement dans la fraternité, dans une mixité impressionnante et une auto-organisation presque sans faille. Aucun mot d'ordre religieux ni expression partisane n'y sont affichés, en dehors de quelques attitudes marginales. Tous les Algériens et les Algériennes s'y retrouvent dans un seul parti : « le dédagisme ». Un dédagisme très radical exigeant la fin de tout un système politique, avec ses principaux décideurs, ses symboles, ses oligarques et ses institutions.

Les marches se succèdent donc depuis plusieurs semaines, celles des mardis (journée des étudiants et des enseignants universitaires) s'ajoutant à celles des vendredis, en plus des marches des secteurs salariés et ouvriers. Le mouvement popu-

laire grandit avec des marches de plus en plus impressionnantes, animées, pacifiques et réitérant les mêmes mots d'ordre radicaux, pleins d'humour et résumés dans une seule formule : « *yrouhou Ga3* » (« qu'ils dégagent tous ! »). Cette protestation populaire a, de fait, réussi à faire « dégager » le président Bouteflika, suivi du président du Conseil constitutionnel ; d'autres symboles du système suivront sans doute.

L'emprise du clan d'Oujda sur la société

Ce mouvement populaire en Algérie a ébranlé un système de pouvoir oligarchique, autoritaire, clanique, clientéliste, corrompible et prédateur. Non satisfait d'avoir « privatisé » l'État et ses institutions, il a aussi pillé le trésor public à travers les crédits bancaires, les marchés publics et les biens immobiliers acquis de façon irrégulière. C'est sans oublier les pratiques de surfacturation d'opérations d'importation, fournissant des devises qui ont été transférées dans des paradis fiscaux comme la Suisse ou le Luxembourg, ou qui ont été réinvesties dans l'immobilier en France, en Espagne, voire au Canada. Certains dirigeants et oligarques ont d'ailleurs été cités dans le scandale des *Panama Papers*, en 2016.

Tous les Algériens et les Algériennes se retrouvent dans un seul parti : « le dédagisme ». Un dédagisme exigeant la fin de tout un système politique.

Ce système a créé une connexion structurelle entre les possesseurs du capital et les détenteurs du pouvoir politique. Ce n'est pas Bouteflika qui l'a inventé ; il lui a surtout donné une dimension structurelle en levant tous les obstacles moraux et institutionnels à son établissement. Ce système, dans son format politique et économique, renvoie à une société postcoloniale « dépossédée » depuis 1962 par une frange de l'élite nationaliste (celle qui était installée à Oujda au Maroc, ce pourquoi on parle d'un clan d'Oujda). Cette société postcoloniale s'est érigée sur fond de déstructuration sociologique et anthropologique liée à la violence d'une colonisation de peuplement ainsi qu'au despotisme de l'État et au jacobinisme politique hérités du colonialisme (ottoman, puis français).

Revenir sur ce contexte historique, c'est mesurer l'importance antisystémique du mouvement populaire actuel en vue de saisir son caractère subversif indirect et l'ampleur de son



effet potentiel sur la configuration de l'État et de ses institutions. Quand on sait que l'État a été au cœur des ambitions d'une élite postcoloniale qui a construit sa légitimité sur le nationalisme anticolonial, on comprend mieux pourquoi ni la démocratisation de l'État, ni le fonctionnement démocratique des institutions, ni des élections et une constitution démocratiques n'ont encore pu voir le jour dans ce pays, malgré les tentatives d'octobre 1988, alors qu'un premier mouvement populaire a ébranlé le pouvoir d'État autoritaire, se faisant réprimer sauvagement (près de 500 morts chez les manifestants).

Cette élite s'est forgée dans la lutte politique entre 1920 et 1954, mais surtout dans la lutte de libération anticoloniale au sein de l'Armée de libération nationale (ALN) et de son aile politique, le Front de libération nationale (FLN), entre 1954 et 1962. Beaucoup d'Algériens sont morts en martyrs lors de la révolution anticoloniale. Ainsi, ceux qui se sont présentés comme les porte-voix de cette révolution et qui se sont approprié le pouvoir après l'indépendance sont ceux qui étaient loin des maquis, peu touchés par la répression coloniale et installés dans des pays voisins comme le Maroc, qui a hébergé l'état-major de l'ALN à Oujda. C'est là qu'a commencé l'histoire du clan d'Oujda, dirigé par Houari Boumedienne. Entré en conquérant avec ses chars et son armée en 1962, tout juste après le référendum déclarant l'indépendance, il a installé au pouvoir le premier président de la république algérienne, Ahmed Benbella, puis l'en a délogé trois ans plus tard, le 19 juin 1965, par un coup d'État militaire. Le président Bouteflika a commencé son parcours avec le clan d'Oujda, dont il était

l'élément le plus actif. Son règne (1999 à 2019) a été fait d'autoritarisme, de militarisation du politique, de culture putschiste, de luttes de clans et de l'absence de toute velléité démocratique.

Aujourd'hui, le contexte a changé, le pouvoir est plus fragilisé, la lutte entre clans est exacerbée et l'économie en crise: les indicateurs financiers, du chômage, de l'investissement et de la paupérisation sont au rouge. La réaction populaire à cette crise dans laquelle se consument le pays et ses dirigeants traduit la fin d'un cycle, celui d'une classe dirigeante qui a misé sur sa légitimité historique pour privatiser le pouvoir d'État et s'enrichir sans limites en s'appuyant sur les redevances pétrolières, d'où le slogan «*klitou lebled ya serrakine*» («vous avez pillé le pays, bande de voleurs!»). Elle traduit aussi ce besoin structurel d'un État de droit fondé sur des institutions démocratiques, des élections libres, une culture sociale et une représentation démocratiques de la société, d'où le slogan «*Djazair houra dimocratiya*» («Algérie libre et démocratique»). Elle traduit, enfin, cette exigence d'une répartition plus égalitaire des richesses et d'une justice sociale, résumée dans le slogan «*Djazair dimocratiya, idjtima3iya*» («Algérie démocratique et sociale»).

Ce mouvement populaire, installé dans la durée, continue à peser sur les décisions des «décideurs» qui sont actuellement ligüés autour de l'état-major de l'armée, après la démission forcée de Bouteflika, le 2 avril dernier. Pour le moment pacifique, malgré certaines dérives de l'appareil policier qui active sa fonction répressive, le processus de confrontation entre le chef

**METS-TOI
AU DÉFI
DE FAIRE LA
DIFFÉRENCE!**

6 ET 7
SEPTEMBRE
2019

Activité-bénéfice de la Fondation Santé

DEFIJEBOUGE.COM

Défi
Je **BOUGE** 
pour la vie

Présenté par
 **Desjardins**



Manifestation à Alger, le 15 mars 2019. Le caractère non-violent du mouvement lui donne une grande légitimité populaire. Photo: Omar Malo/Flickr

d'état-major, Gaid Salah, qui a l'appareil militaire derrière lui, et le mouvement populaire, se caractérise par une logique de rapports de force et non par la négociation, ni même la concertation. Il se fait par médias interposés, où manipulations et fausses nouvelles prennent le pas sur le débat et les discussions autour des solutions à envisager. Une sorte de « guerre de tranchées » s'installe, où toutes les dérives sont possibles, y compris le scénario répressif, car le peuple continue à manifester et à exiger le départ des défenseurs et profiteurs du système actuel et de ses symboles. Une intensification de la répression pourrait provenir de l'incapacité de l'armée – qui est aujourd'hui aux commandes du pays – à contenir ce mouvement populaire qui a rejeté l'idée que des élections présidentielles aient lieu le 4 juillet 2019. C'est pourquoi on parle d'un scénario « à la Sissi », c'est-à-dire qui ressemble à ce qu'a fait le président égyptien Abdel Fatah al-Sissi¹.

Quelles sont les réponses du mouvement populaire à cette impasse volontairement provoquée par les décideurs d'un pouvoir politique totalement discrédité? Des scénarios « techniques » sont suggérés aussi bien dans les médias sociaux que par des associations (pas toujours représentatives) de la « société civile », mais aussi par une opposition politique plutôt effacée et peu crédible aux yeux du mouvement populaire. La force de ce dernier est telle que même les soutiens corrompus du système se mettent à soutenir les protestataires en proposant des réformes dans « le cadre légal et constitutionnel », à savoir sans remettre en cause le système actuel. Si le mouvement populaire rejette radicalement le système, d'autres souhaitent en effet son réaménagement en insistant sur une période de transition et sur la désignation rapide de représentants du mouvement pour négocier avec les décideurs politiques. C'est le cas de certains

partis ou personnalités politiques – qui, souvent, ont fait une partie de leur parcours dans le système Bouteflika (d'anciens premiers ministres comme Ali Benflis ou Ahmed Benbitour, par exemple). C'est le cas aussi de personnalités de l'opposition souvent engagées dans les luttes en faveur des droits humains ou encore d'intellectuels démocrates. Les partis islamistes, plutôt discrets, discrédités en raison de leur collaboration avec le clan présidentiel, ont conscience qu'ils sont exclus par ce mouvement qui s'en méfie.

Vers un processus constituant ?

Quelle transition pour aller vers de nouvelles élections présidentielles? Qui dirigera cette transition et comment s'assurer que le mouvement populaire en soit partie prenante? Faut-il d'abord aller vers des présidentielles ou plutôt commencer par changer la constitution « anticonstitutionnelle » en vigueur, changer le code électoral, le système de représentation politique et dissoudre tous les mécanismes de décision informels? Faut-il démilitariser le politique et redonner à l'armée son rôle classique, qui est de rester dans ses casernes et de protéger les frontières et la souveraineté nationales? Les questions abondent. D'aucuns estiment qu'il faut une constituante comme point de départ à une reconfiguration du pouvoir et de la représentation politiques en s'appuyant sur une nouvelle constitution écrite et validée par le mouvement populaire par un référendum. N'est-ce pas ce qui signifierait la fin d'un système autoritaire et prédateur au profit d'une « république démocratique et sociale » à construire? C'est la revendication de certains partis de gauche qui estiment nécessaire d'en finir ainsi avec une constitution, des institutions et des modes d'élections qui ont été instrumentalisés dans le but de maintenir au pouvoir Bouteflika et, surtout, pour légitimer une classe politique corrompue et connue pour ses comportements de délinquance politique et financière.

La constituante apparaît donc comme le scénario de rupture, celui qui permettrait de donner un nouveau socle démocratique à la société et à l'État algériens. Sa dimension programmatique ne pourrait occulter un changement dans les rapports sociaux, dans le mode de gouvernement, dans l'économie et de meilleures possibilités de travail pour les jeunes ainsi que dans la conception de nouvelles politiques publiques pensées en fonction des besoins d'une population longtemps frustrée et ignorée. ☺

La constituante apparaît donc comme le scénario de rupture, celui qui permettrait de donner un nouveau socle démocratique à la société et à l'État algériens. Sa dimension programmatique ne pourrait occulter un changement dans les rapports sociaux, dans le mode de gouvernement, dans l'économie et de meilleures possibilités de travail pour les jeunes ainsi que dans la conception de nouvelles politiques publiques pensées en fonction des besoins d'une population longtemps frustrée et ignorée. ☺

1. Lire Vincent Romani, « Transition dictatoriale en Égypte », *Relations*, n° 774, octobre 2014.